

1914-1918: la guerre du renseignement dans le Jura et en Suisse

Hervé de Weck

Le premier conflit mondial ne se déroule pas seulement sur les champs de bataille. La guerre du renseignement, infiniment moins sanglantes mais insidieuse et efficace, se développe aussi bien dans les Etats en guerre que dans les pays neutres. Le territoire suisse, qui jouxte ceux de quatre grands belligérants, s'avère particulièrement propice à de telles opérations. Allemands, Français, Anglais, Autrichiens, Turcs y développent des réseaux de renseignements, organisent parfois de véritables opérations de *forces spéciales*.

Entre 1914 et 1918, plus de 120 affaires d'espionnage émergent dans la presse helvétique, impliquant des centaines de personnes; les juges d'instruction fédéraux ouvrent 62 enquêtes, dont 53 portent sur des affaires d'espionnage.

Participent à ce grand jeu des industriels suisses impliqués dans l'économie de guerre, tel Jules Bloch, dont le train privé roule sans cesse dans le Canton de Neuchâtel, dans la région de Bienne et dans le Jura bernois, chargé de composantes de munitions, des officiers de renseignement comme Hans Schreck, chef du contre-espionnage allemand, arrêté par la police fédérale, avant qu'on l'exfiltre de la clinique où il est interné. Il faut y ajouter des agents, *honorables* ou pas, recrutés parmi la population locale. Les espions deviennent une hantise pour les autorités et la population qui tendent à en voir partout...

Nos contemporains en conservent de vagues souvenirs sans pourtant se rappeler la portée d'événements qui ont défrayé la chronique. Christophe Vuilleumier, historien indépendant, président de la Société d'histoire de la Suisse romande et membre du comité de l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires, rafraîchit notre mémoire dans un ouvrage scientifiquement irréprochable qu'on lit comme un roman¹!

Quelques affaires dans le Jura bernois

Près d'une borne frontière franco-suisse, on découvre une boîte en fer blanc contenant des rapports sur des mouvements de troupes allemandes. Le 20 janvier 1916, la gendarmerie d'armée arrête l'adjudant Ackermann des douanes de Porrentruy qui avoue en être l'auteur. Un certain Moine, ancien aubergiste à Montignez, lui servait d'intermédiaire et informait les centrales allemandes de renseignement à Lörrach et Saint-Louis sur les positions de l'artillerie française en Alsace. Il payait ces informations à son correspondant français, un marchand de vins de Réchésy, avec de fausses informations sur les troupes allemandes. Ackermann est donc coupable d'activité de renseignement au profit d'un Etat étranger, ainsi que de violation de ses devoirs de service. Des journaux prennent son parti, soutenant à tort qu'Ackermann travaillait pour le service de renseignement suisse et exécutait ses ordres... Les deux hommes sont acquittés.

Le nombre d'agents étrangers expulsés de Suisse à la suite d'un jugement ou d'une décision du Conseil fédéral dépasse la centaine en automne 1916, époque à laquelle les autorités suisses démantèlent un réseau travaillant pour le compte de la France. Un ancien maire de Delémont, Emile Zurbrugg, en fonction entre 1909 et 1912, un Français, Joseph-Marie Picot, et un Suisse, William Tièche, offrent de l'argent à une danseuse de bar, Mathilde Christoph, afin

1 *La Suisse face à l'espionnage 1914-1918*. Genève, Editions Slatkine, 2015. 120 pp.

qu'elle fournisse des renseignements sur les fabriques de munitions et les mouvements de troupes en Allemagne et en Autriche-Hongrie *L'artiste*, qui appartient au contre-espionnage allemand, dénonce les trois hommes à des policiers genevois. L'ancien maire s'en tire avec trois mois d'emprisonnement, les deux autres bénéficient de l'acquittement.

En juin 1917, la police arrête à Berne un certain Choulat, journaliste jurassien au volumineux casier judiciaire, inculpé pour service de renseignement au profit d'un Etat étranger. Il travaille pour *La Sentinelle*, journal socialiste, et d'autres titres romands. Selon *La Gazette de Lausanne* du 19 juin, il a fait parler de lui dans sa région, dans les cantons de Vaud et de Neuchâtel. Cinq mois plus tard, deux engagés volontaires de la gendarmerie d'armée sont arrêtés à Porrentruy pour espionnage à la frontière alsacienne et transférés à Berne.

Pendant toute la guerre, l'Etat-major général à Berne craint des opérations françaises, allemandes, également italiennes contre la Suisse, qui justifient les fortifications au Gothard, à Saint-Maurice, à Morat et au Hauenstein. C'est le contexte dans lequel se situent deux affaires qui attirent l'attention en automne 1915, celle de l'Allemand Tockus, condamné à trois ans de réclusion et à l'expulsion à perpétuité. La Suissesse Louise Imhof, tenancière d'un foyer de soldat, lui a fourni les plans de la position du Hauenstein. Il s'agit de la première affaire découverte, dirigée contre la Suisse. Il y a encore la valise trouvée à la gare de Lausanne contenant des cartes d'état-major italiennes du Simplon et du Mont Cenis ainsi qu'une trentaine de bombes au sodium. Les cas d'espionnage découverts dans le Jura bernois se situent également dans ce contexte stratégique.

H.W.